Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 39

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 14 febbraio 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 luglio 1951, n. 1684.

Esecuzione degli Accordi di carattere economico tra l'Italia e la Romania conclusi a Bucarest il 25 novembre 1950.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero e per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Bucarest, tra l'Italia e la Romania, il 25 novembre 1950:
a) Accordo concernente lo scambio di mercanzie;
b) Accordo di pagamenti;
c) Protocollo concernente il regime doganale;
d) scambio di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 20 dicembre 1950.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Caprarola, addì 30 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — LA MALFA — CAMPILLI

Visto, *il Guardasigilli:* ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 dicembre 1951
Atti del Governo, registro n. 47, foglio n. 112. — FRASCA

Accord concernant les échanges de marchandises entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine.

Afin de développer les relations commerciales entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine, le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine sont convenus de ce qui suit:

Article premier

La République Italienne et la République Populaire Roumaine s'accorderont mutuellement un traitement aussi favorable que possible, dans l'octroi des autorisations d'exportation et d'importation, de manière à faciliter le développement de leurs échanges réciproques.

Article 2

Le Gouvernement de la République Italienne autorisera l'exportation, de la République Italienne vers la République Populaire Roumaine, des marchandises indiquées dans la liste *B* ci-annexée, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs mentionnées dans ladite liste.

De son côté le Gouvernement de la République Populaire Roumaine autorisera l'importation dans la République Populaire Roumaine desdites marchandises, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste.

Cela pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation suivant les dispositions en vigueur dans les deux pays.

Article 3

Le Gouvernement de la République Populaire Roumaine autorisera l'exportation, de la République Populaire Roumaine vers la République Italienne, des marchandises indiquées dans la liste *A* ci-annexée, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs mentionnées dans ladite liste.

De son côté, le Gouvernement de la République Italienne autorisera l'importation dans la République Italienne lesdites marchandises, jusqu'à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste.

Cela pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation, suivant les dispositions en vigueur dans les deux pays.

Article 4

Les contingents indiqués dans les listes *A* et *B* ci-annexées sont valables pour la période d'une année à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord.

La Commission Mixte, prévue à l'article 10 du présent Accord, se réunira en principe trois mois avant l'expiration de la période pour laquelle les listes *A* et *B* ci-annexées auront été établies, afin de dresser les nouvelles listes des contingents pour l'année suivante.

Article 5

Les deux Gouvernements chercheront à maintenir, dans la mesure du possible, un équilibre économique dans l'utilisation proportionnelle des contingents figurant dans les listes *A* et *B* ci-annexées.

Article 6

L'octroi des autorisations d'importation et d'exportation sera effectué sans entraves, dans le plus bref délai possible.

En ce qui concerne les produits ayant un caractère saisonnier, les autorisations d'exportation et d'importation seront délivrées en temps utile, en tenant compte du caractère particulier des marchandises.

Les contrats et factures relatifs aux marchandises énumérées dans les listes *A* et *B* ci-annexées, seront conclus ou établis et respectivement libellés en lires italiennes, les prix s'entendant franco frontière du pays exportateur, à moins qu'il n'en ait été autrement prévu.

Article 7

Les deux Gouvernements pourront, de commun accord, augmenter les contingents prévus dans les listes *A* et *B* et y ajouter des contingents pour d'autres marchandises. Dans ce but, les deux Gouvernements s'engagent à échanger leurs vues, soit par l'intermédiaire de la Commission Mixte prévue à l'article 10 du présent Accord, soit par les moyens diplomatiques ordinaires, afin de prendre en considération toute possibilité de faciliter l'application du présent Accord.

Article 8

Le payement des marchandises échangées en vertu du présent Accord, s'effectuera en conformité avec les dispositions de l'Accord de Payements entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine signé en date de ce jour.

Article 9

Les deux Parties pourront permettre, d'un commun accord, la conclusion d'opérations d'échanges compensés.

Article 10

Les deux Gouvernements constitueront une Commission Mixte chargée de surveiller le bon fonctionnement du présent Accord. Cette Commission se réunira, à la demande d'une des deux Parties Contractantes, en principe alternativement à Rome et à Bucarest. Elle examinera la situation des échanges de marchandises et, au cas où un déséquilibre ou toute autre difficulté sera constaté dans l'exécution du présent Accord, la Commission prendra des mesures nécessaires pour faire disparaître dans le plus bref délai le déséquilibre ou les difficultés.

Cette Commission pourra de même prendre des mesures — selon les possibilités et nécessités réciproques — pour élargir les listes *A* et *B* ci-annexées, ou pour modifier, de commun accord, les contingents prévus dans ces deux listes.

Article 11

Le présent Accord — qui remplace « l'Echange de notes » intervenu entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Roumain, concernant la reprise des échanges commerciaux, signé à Rome, le 24 décembre 1947 — entrera en vigueur le 20 décembre 1950 et sera valable pour la durée d'une année.

Il sera prorogé par tacite reconduction pour des nouvelles périodes d'une année.

En pareilles circonstances, il pourra être dénoncé à tout moment, par chacune des Parties Contractantes, avec un préavis de trois mois.

Les engagements pris en vertu du présent Accord seront exécutés conformément aux dispositions de cet Accord, même si celui-ci n'est plus en vigueur.

Fait à Bucarest, le 25 novembre 1950, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République Populaire Roumaine
GYALI

Pour le Gouvernement de la République Italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LISTE *A*

MARCHANDISES A EXPORTER DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE VERS LA REPUBLIQUE ITALIENNE

MARCHANDISES	Contingents Valeur en millions lires italiennes
1. Animaux d'abatage	470
2. Viande réfrigérée et congelée	290
3. Volaille vivante et abattue	190
4. Gibier	35
5. Poissons vivants, congelés fumés et conservés, sous toutes formes	35
6. Beurre et autres produits du lait (1)	100
7. Œufs	530
8. Boyaux séchés ou salés	90
9. Champignons secs	6
10. Légumes secs	310
11. Paprika	4
12. Blé	1.310
13. Maïs	625
14. Céréales secondaires	250
15. Aliments pour bétail (y compris les tourteaux et les schrott de tournesol)	310
16. Caviar	6
17. Glucose	20
18. Plantes médicinales	20
19. Glycérine	30
20. Pruneaux secs	45
21. Pulpes et jus de fruits	12
22. Alcool éthillique (2)	125
23. Distillé de vin, vins, tzouïka et spiritueux	p. m.
24. Terres décolorantes	20
25. Litharge	20
26. Vaseline à usage technique et à usage médicinal	40
27. Paraffine	100
28. Coke de pétrole	125
29. Charbon de bois (pour cornues et ordinaire)	70
30. Mica	20
31. Butanol	80
32. Produits chimiques divers	100
33. Produits hormoniques et opothérapiques	30
34. Noir de métan, dit: Metanex	30
35. Caséine à usage textile	75
36. Colle d'os	35

(1) Dont au moins 90 millions lires de beurre.
(2) En importation temporaire.

MARCHANDISES	Contingents Valeur en millions lires italiennes
37. Peaux brutes d'ovines et de caprines	12
38. Peaux de gibier	60
39. Bois de sciage résineux et feuillu	750
40. Traverses de bois pour chemin de fer	175
41. Panneaux, placages et contreplacages	40
42. Frises de hêtres et parquets	40
43. Produits en bois (1)	12
44. Vitres à fenêtres	60
45. Vitres cristaux	30
46. Laine (ouate) de verre	20
47. Produits en verre	25
48. Articles de sport	6
49. Produits de l'artisanat	30
50. Marchandises diverses	300

(1) Y compris les meubles.

Liste *B*

MARCHANDISES A EXPORTER DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE VERS LA REPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE

MARCHANDISES	Contingents Valeur en millions lires italiennes
1. Machines-outils, pièces de rechange et accessoires	540
2. Machines pour l'industrie textile et du cuir, pièces de rechange et accessoires	90
3. Machines agricoles y compris les tracteurs, machines pour les industries alimentaires, pièces de rechange et accessoires, outils et instruments agricoles	60
4. Machines pour l'industrie graphique et pour bureaux, pièces de rechange et accessoires	30
5. Machines et appareils pour travaux routiers, de construction, portuaires et de levage, y compris les machines pour l'excavation, les bâtiments, les chemins de fer, etc. Pièces de rechange et accessoires	200
6. Machines à coudre, y compris les machines à usage industriel, pièces de rechange et accessoires	12
7. Machines diverses	300
8. Outils mécaniques, outils et instruments pour arts et métiers	20
9. Installations, machines et appareillage électrotechnique, appareils et articles électriques à usage technique, scientifique, médical et domestique, pièces de rechange et accessoires	220
10. Matériel, appareils et installations pour télécommunications, pièces de rechange et accessoires	60
11. Fours électriques	125
12. Générateurs et moteurs électriques, pièces de rechange et accessoires	190
13. Aiguilles pour machines textiles, pour bonneterie et à coudre	40
14. Articles divers en métal, robinetterie et coutellerie, etc.	12
15. Autovéhicules, filobuses, tramways, équipements de tramways, pièces de rechange et accessoires	90
16. [illegible] ...uses, pièces de rechange et accessoires	60
17. Pâte pour la fabrication d'électrodes de soudure	50
18. Tamis en bronze phosphoreux	20
19. Roulements et billes pour roulements	250
20. Treuils pour ancres	16
21. Moteurs à combustion interne, pièces de rechange et accessoires	190
22. Locomoteurs électriques et Diesel, pièces de rechange et accessoires	125
23. Tuyaux pour les conduites d'eau, pour la vapeur, l'air comprimé et similaires, y compris pieces de raccord	470
24. Appareils scientifiques, de mesuration, de précision, y compris appareils de bord et navals	30
25. Appareils de cinématographies, d'optique, phototechniques, lunetterie, etc. Pièces de rechange et accessoires	20
26. Chanvre brut, teillé, peigné, étoupe de chanvre	125
27. Crin végetal	6
28. Fils de coton	560
29. Fil à coudre et fils de lin cordonniers	125
30. Fils de laine peignée	280
31. Rayonne et flocco	325
32. Fils, tissus et autres ouvrages en chanvre	10
33. Tissus et ouvrages en coton	200
34. Tissus et ouvrages en laine	125
35. Fils, tissus et ouvrages en fibres artificielles de toutes sortes et mixtes	350
36. Rubans, tissus et ouvrages y compris passementerie en fils métalliques	12
37. Extraits tanniques	190
38. Produits chimiques divers	125
39. Substances, produits et spécialités pharmaceutiques et médicinales	60
40. Huiles essentielles volatiles et essence aromatiques	30
41. Soufre	200
42. Flouorure de calcium	30
43. Colorants, organiques et inorganiques, vernis, laques, pigments, etc.	60
44. Citrons	80
45. Oranges et mandarines	12
46. Plântes médicinales	20
47. Pulpes et jus de fruits	12
48. Fruits secs	20
49. Semences diverses et plantes vivantes	12
50. Vins et vermouths	*p. m.*
51. Liège, produits en liège et agglomérés	190
52. Celluloïde, résines synthétiques et leurs produits	50
53. Papier pour photographie	12
54. Papier célophane	12
55. Cartons communs et spéciaux, papier à usage technique, fibres vulcanisées	12
56. Mercure	60
57. Concentré de zinc	75
58. Ferrosilicium 90 %	12
59. Graphite, produits de graphite y compris creusets en graphite	20
60. Barythe	90
61. Linoléum	12
62. Eponges	6
63. Marbre et albâtre	*p. m.*
64. Pellicules sensibilisées, non-impressionnées, pour photographie, cinématographie et radiographie	16
65. Verrerie, céramiques, meules et autres abrasifs	30
66. Dents artificielles	6
67. Produits de l'artisanat	30
68. Articles de sport	6
69. Marchandises diverses	280

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation roumaine

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu lors de l'établissement des contingents de « moteurs à combustion interne» et de «moteurs et générateurs électriques» mentionnés à la liste *B*, annexée à l'Accord concernant les échanges de marchandises, nous avons l'honneur de vous communiquer que pour le moment, le Gouvernement Italien n'est pas en mesure de pouvoir autoriser l'exportation des moteurs et des générateurs de grande puissance.

Toutefois les demandes qui seront présentées à ce sujet seront examinées avec la plus grande bienveillance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation Roumaine au Président de la Délégation italienne

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit:

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu lors de l'établissement des contingents de « moteurs à combustion interne» et de «moteurs et générateurs électriques» mentionnés à la liste *B*, annexée à l'Accord concernant les échanges de marchandises, nous avons l'honneur de vous communiquer que pour le moment, le Gouvernement Italien n'est pas en mesure de pouvoir autoriser l'exportation des moteurs et des générateurs de grande puissance.

Toutefois les demandes qui seront présentées à ce sujet seront examinées avec la plus grande bienveillance ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que je suis d'accor sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le President de la Délégation roumaine
GYALI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Accord de payement entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine

Dans le but de régler les payements entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine découlant de l'exécution de l'Accord concernant les échanges de marchandises signé en date de ce jour, le Gouvernement de la République Italienne d'une part, et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine d'atre part, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les payements réglementés par le présent Accord seront effectués en Italie par l'Ufficio Italiano dei Cambi, agissant pour le compte du Gouvernement de la République Italienne, et dans la République Populaire Roumaine par la Banca Republicii Populare Române, Banca de Stat, agissant au nom du Gouvernement de la République Populaire Roumaine, selon les modalités exposées ci-dessous.

Article 2

Pour l'exécution des payements réciproques prévus par le présent Accord l'Ufficio Italiano dei Cambi ouvrira au nom de la Banca Republicii Populare Române, Banca de Stat, un compte en lires italiennes exempt de frais et ne portant pas d'intérêts, dénommé « Conto Lire R. P. R. 1950 ».

Article 3

Le compte prévu à l'article 2 sera crédité avec les versements effectués en Italie en faveur des bénéficiaires de la République Populaire Roumaine et sera débité avec les payements disposés par la Banca Republicii Populare Române, Banca de Stat, en faveur des bénéficiaires en Italie, conformément aux dispositions du présent Accord.

Sur la base des avis de versement respectifs libellés en lires italiennes, la Banca Republicii Populare Române, Banca de Stat, et l'Ufficio Italiano dei Cambi effectueront les payements en faveur des bénéficiaires, conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 4

Par le compte prévu à l'article 2, seront effectués les payements relatifs aux:

a) marchandises qui seront échangées conformément à l'Accord concernant les échanges de marchandises, signé en date de ce jour;

b) frais accessoires découlant de l'échange de marchandises, tels que: frais de transport de n'importe quelle sorte (maritime, fluvial, terrestre et aérien), d'expédition, de magasinage, d'entreposage, de transbordement, de manipulation et de montage, provisions, commissions y compris les frais de réception frais bancaires, intérêts, primes et dédommagements d'assurances, etc.;

c) frets maritimes dûs à des navires italiens pour des transports de marchandises entre la République Populaire Roumaine et des pays tiers, respectivement dûs à des navires roumains pour des transports de marchandises entre l'Italie et des pays tiers, pourvu que lesdits frets soient à la charge de l'exportateur ou de l'importateur de l'un des deux Pays;

d) frais et taxes portuaires de tout genre et frais de pilotage et de remorquage fluvial encourus dans la République Populaire Roumaine par des navires italiens, respectivement en Italie par des navires roumains;

e) soldes résultant des décomptes périodiques réciproques entre les Chemins de fer italiens et les Chemins de fer roumains, y compris les loyers pour des wagons;

f) soldes résultant des décomptes périodiques réciproques des Administrations des postes, télégraphes, téléphones et télégraphie sans fil des deux Pays;

g) réparations normales et travaux a façon;

h) abonnements aux journaux et revues;

i) droits d'auteur et de marques de fabrique, brevets, licences, etc.;

j) autres payements admis de commun accord par les autorités compétentes des deux Pays.

Article 5

Les factures relatives à l'échange de marchandises ainsi que tous les autres payements seront libellés en principe en lires italiennes.

Au cas où des payements mentionnés à l'article 4 du présent Accord seraient exprimés en d'autres monnaies que la lire italiene, leur conversion en lires italiennes sera opérée sur la base du cours appliqué en Italie par l'Ufficio Italiano dei Cambi, pour la monnaie respective, le jour de l'exécution du versement ou du payement.

Article 6

Les autorités compétentes des deux Pays donneront, sur la base de la réciprocité, les autorisations nécessaires pour que les payements visés dans le présent Accord puissent être effectués.

L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banca Republicii Populare Romîne, Banca de Stat, exécuteront lesdits payements, en conformité avec les réglementations des changes en vigueur dans le pays respectif.

Article 7

Si le solde créditeur du compte prévu à l'article 2 du présent Accord était insuffisant pour couvrir les ordres de payement émis par la Banca Republicii Populare Romîne, Banca de Stat, l'Ufficio Italiano dei Cambi exécutera les ordres susdits par le débit du compte susmentionné, jusqu'à concurrence de la somme de 400.000.000 de lires italiennes, en sus des disponibilités existantes.

D'autre part, la Banca Republicii Populare Romîne, Banca de Stat, exécutera les avis de versement émis par l'Ufficio Italiano dei Cambi, dans la mesure où le solde créditeur du compte mentionné à l'article 2 ne dépassera pas la somme de 400.000.000 de lires italiennes.

Article 8

L'Ufficio Italiano dei Cambi e la Banca Republicii Populare Romîne, Banca de Stat, autoriseront les payements anticipés de marchandises.

Article 9

L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banca Republicii Populare Romane, Banca de Stat, s'entendront au sujet des modalités techniques nécessaires à l'exécution du présent Accord.

Article 10

Après l'expiration du présent Accord, le compte prévu à l'article 2 restera ouvert pour la liquidation des opérations en cours qui devra s'effectuer selon les dispositions du présent Accord.

Le solde éventuel qui subsistera après la liquidation susdite sera réglé par le pays débiteur, dans un délai de six mois à partir de l'expiration du présent Accord, ou des livraisons de marchandises à concorder entre les deux Gouvernements.

Article 11

Le présent Accord entrera en vigueur le 20 décembre 1950 et sera valable pour la durée d'une année. Il sera prorogé par tacite reconduction pour des nouvelles périodes d'une année.

En pareilles circonstances, il pourra être dénoncé à tout moment, par chacune des Parties Contractantes, avec un préavis de trois mois.

Fait à Bucarest, le 25 novembre 1950, en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Populaire Roumaine
GYALI

Pour le Gouvernement de la République Italienne
OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation roumaine au Président de la Délégation italienne

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu à l'occasion des négociations qui ont abouti à l'Accord concernant les échanges de marchandises et à l'Accord de Payement entre la République Populaire Roumaine et la République Italienne signés en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

En cas de besoin l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banca Republicii Populare Romîne, Banca de Stat, pourront d'un commun accord, faire ouvrir des comptes spéciaux et détermineront, le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces comptes seront établis soit à l'Ufficio Italiano dei Cambi et à la Banca Republicii Populare Romîne, Banca de Stat, soit dans d'autres institutions des deux Pays.

Je vous prie de me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation roumaine
GYALI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation roumaine

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit:

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu à l'occasion des négociations qui ont abouti à l'Accord concernant les échanges de marchandises et à l'Accord de

Payement entre la République Populaire Roumaine et la République Italienne signés en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

En cas de besoin l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banca Republicii Populare Romåne, Banca de Stat, pourront d'un commun accord, faire ouvrir des comptes spéciaux et détermineront, le cas échéant, les conditions dans lesquelles ces comptes seront établis soit à l'Ufficio Italiano dei Cambi et à la Banca Republicii Populare Romåne, Banca de Stat, soit dans d'autres institutions des deux Pays.

Je vous prie de me confirmer votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation roumaine
au Président de la Délégation italienne

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu à l'occasion des négociations qui ont abouti à l'Accord concernant les échanges de marchandises et à l'Accord de Payement, signés en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous prier de confirmer que les contrats conclus et les commandes passées par des importateurs roumains à des fournisseurs italiens, antérieurement à l'entrée en vigueur desdits Accords seront liquidés, en principe, dans le cadre des Accords susmentionnés si pour ces marchandises on a octroyé les licences ou des certificats d'exportation (affidamenti).

En particulier, les marchandises italiennes qui ont été entièrement payées soit en devises libres, soit en lires italiennes, jusqu'à l'entrée en vigueur des Accords susmentionnés, n'affecteront pas les contingents indiqués à la liste *B*, annexée à l'Accord concernant les échanges de marchandises. Les marchandises qui ont été payées partiellement en lires italiennes ou celles qui ont été ou seront payées, partiellement ou intégralement, en devises libres, affecteront les contingents de la liste *B* susdite, seulement pour la partie qui sera payée dans le cadre de l'Accord de Payement.

Le même traitement sera réservé aux marchandises italiennes pour lesquelles une licence d'exportation n'est pas nécessaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation roumaine
GYALI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation roumaine

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

En date de ce jour vous avez bien voulu me faire parvenir la note dont la teneur suit:

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu à l'occasion des négociations qui ont abouti à l'Accord concernant les échanges de marchandises et à l'Accord de Payement, signés en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous prier de confirmer que les contrats conclus et les commandes passées par des importateurs roumains à des fournisseurs italiens, antérieurement à l'entrée en vigueur desdits Accords seront liquidés, en principe, dans le cadre des Accords susmentionnés si pour ces marchandises on a octroyé les licences ou des certificats d'exportation (affidamenti).

En particulier, les marchandises italiennes qui ont été entièrement payées soit en devises libres, soit en lires italiennes, jusqu'à l'entrée en vigueur des Accords susmentionnés, n'affecteront pas les contingents indiqués à la liste *B*, annexée à l'Accord concernant les échanges de marchandises. Les marchandises qui ont été payées partiellement en lires italiennes ou celles qui ont été ou seront payées, partiellement ou intégralement, en devises libres, affecteront les contingents de la liste *B* susdite, seulement pour la partie qui sera payée dans le cadre de l'Accord de Payement.

Le même traitement sera réservé aux marchandises italiennes pour lesquelles une licence d'exportation n'est pas nécessaire ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Protocole concernant le régime douanier entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Populaire Roumaine, dans le but de faire face aux exigences de la situation actuelle en ce qui concerne le régime douanier, sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Les Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane, les impôts et taxes à percevoir avec les droits de douane et les modalités relatives à leur perception; l'interprétation et l'application du tarif douanier; la classification, l'admission temporaire et la réexpédition des marchandises, ainsi que les préscriptions, formalités et droits établis pour les opérations de dédouanement, transbordement et entreposage des marchandises.

Article 2

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de l'un des deux Pays, ne seront pas assujettis, à leur importation dans le territoire de l'autre Pays, à des droits de douane, impôts et taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus ou qui pourront être perçus à l'avenir sur les produits d'un autre Pays quelconque.

Article 3

De même, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de l'un des deux Pays, ne seront pas assujettis, à leur exportation vers le territoire de l'autre Pays, e des droits de douane, impôts et taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui son perçus ou qui pourront être perçus à l'avenir sur les produits exportés vers le territoire d'un autre pays quelconque.

Article 4

Les dispositions visées aux articles 1, 2 et 3 ne sont pas applicables:

a) aux avantages accordés ou bien qui pourront être accordés à l'avenir de la part de l'une des deux Parties dans le but de faciliter les rapports frontaliers avec les Etats limitrophes;

b) aux avantages dérivant d'une union douanière ou bien d'une zone à libre échange ou d'accords régionaux déjà conclus ou qui pourront être conclus à l'avenir, ainsi qu'aux avantages dérivant d'accords provisoires tendant à la constitution d'unions douanières ou bien de zones à libres échanges ou d'accords régionaux;

c) aux avantages spéciaux que l'une des deux Parties a accordé ou bien pourra accorder à l'avenir à des territoires ayant un statut juridique spécial reconnu internationalement ou bien à des territoires conférés ou qui pourront être conférés à cette même Partie en administration fiduciaire;

d) aux avantages accordés actuellement ou qui pourront être accordés à l'avenir par l'Italie à la République de San Marino et à l'Etat de la Cité du Vatican.

Article 5

Ce Protocole sera mis en application à titre provisoire à partir du 20 décembre 1950 et pourra être dénoncé à tout moment par chacune des deux Parties Contractantes avec un préavis de deux mois.

Il est entendu que son entrée en vigueur définitive reste subordonnée à l'accomplissement, de part et d'autre, des procédures intérieures prévues par les Constitutions des deux Pays.

Les Gouvernements des deux Pays se notifieront mutuellement l'accomplissement des susdites procédures.

Fait à Bucarest, le 25 novembre 1950, en langue française, en deux exemplaires.

Pour le Gouvernement de la République Italienne
LUIGI OTTAVIANI

Pour le Gouvernement
de la République Populaire Roumaine
GYALI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation roumaine

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont abouti à la signature du Protocole concernant le régime douanier entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine, j'ai l'honneur de vous communiquer que les deux Gouvernements sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Dans le cas où l'une des deux Parties Contractantes se trouverait dans la condition de devoir prendre des engagements ayant trait à des accords spéciaux internationaux en matière douanière, les deux Gouvernements s'accorderont pour définir quelles autres exceptions au traitement de la nation la plus favorisée, dont il s'agit dans les articles 1, 2 et 3, devront être prévues à l'article 4 du Protocole susdit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Le Président de la Délégation roumaine au Président de la Délégation italienne

Bucarest, le 25 novembre 1950

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'envoyer la lettre suivante:

« Me référant aux pourparlers qui ont abouti à la signature du Protocole concernant le régime douanier entre la République Italienne et la République Populaire Roumaine, j'ai l'honneur de vous communiquer que les deux Gouvernements sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Dans le cas où l'une des deux Parties Contractantes se trouverait dans la condition de devoir prendre des engagements ayant trait à des accords spéciaux internationaux en matière douanière, les deux Gouvernements s'accorderont pour définir quelles autres exceptions au traitement de la nation la plus favorisée, dont il s'agit dans les articles 1, 2 et 3, devront être prévues à l'article 4 du Protocole susdit ».

J'ai l'honneur de vous communiquer, que le Gouvernement Roumain est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation roumaine
GYALI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 novembre 1951, n. 1685.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Giovanni Battista, nel comune di Campobello di Licata (Agrigento).

N. 1685. Decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Giovanni Battista nel comune di Campobello di Licata (Agrigento) e la stessa viene autorizzata ad accettare il legato disposto da D'Angelo Maria, consistente in un fabbricato valutato L. 85.600 ed in mobili valutati L. 11.210.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 76. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 novembre 1951, n. 1686.

Autorizzazione all'Opera « Cardinale Pietro Maffi » di Pisa ad accettare una donazione.

N. 1686. Decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Opera « Cardinale Pietro Maffi » di Pisa, viene autorizzata ad accettare la donazione dei signori Antonio, Leopoldo ed Alberto Federighi, consistente in un appezzamento di terreno di mq. 1470, del valore approssimativo di L. 180.000 (lire centottantamila) posto in Metato (comune di San Giuliano Terme) in località detta il Chiesino, ai fini della creazione di un asilo infantile da incorporarsi nell'Opera pia donataria.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 75. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 novembre 1951, n. 1687.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di Sant'Antonio Abate, in comune di Calascibetta (Enna).

N. 1687. Decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Caltanissetta in data 1° giugno 1949, integrato con postilla, relativo all'erezione della parrocchia di Sant'Antonio Abate, in comune di Calascibetta (Enna).

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 70. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 novembre 1951, n. 1688.

Autorizzazione all'Università degli studi di Pavia ad acquistare dal comune di Pavia parte del fabbricato già Ospedale di San Matteo.

N. 1688. Decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università degli studi di Pavia viene autorizzata ad acquistare dal comune di Pavia parte del fabbricato già Ospedale di San Matteo.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 72. — FRASCA

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Anagni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950.

Con decreto interministeriale in data 22 agosto 1951, registrato alla Corte dei conti il 30 gennaio 1952, registro n. 3 Interno, foglio n. 159, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Anagni (Frosinone) di un mutuo di L. 4.468.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(697)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Tagliacozzo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950.

Con decreto interministeriale in data 3 ottobre 1951, registrato alla Corte dei conti il 24 gennaio 1952, registro n. 2 Interno, foglio n. 303, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Tagliacozzo (L'Aquila) di un mutuo di L. 1.988.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(698)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Roccella Ionica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950.

Con decreto interministeriale in data 12 luglio 1951, registrato alla Corte dei conti il 28 gennaio 1952, registro n. 3 Interno, foglio n. 71, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Roccella Ionica (Reggio Calabria) di un mutuo di L. 5.930.000, ai fini della integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(699)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Lentella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950.

Con decreto interministeriale in data 20 agosto 1951, registrato alla Corte dei conti il 30 gennaio 1952, registro n. 3 Interno, foglio n. 158, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Lentella (Chieti) di un mutuo di L. 833.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950, in sostituzione del precedente mutuo di L. 1.046.000 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 93 del 23 aprile 1951.

(700)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa « Vulcano » con sede in Napoli

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 5 febbraio 1952, è stata sciolta, ai sensi dell'articolo 2544 del Codice civile la Società cooperativa « Vulcano », con sede in Napoli, costituita con atto 25 novembre 1945 per atto notaio Casale.

(668)

Scioglimento della Società cooperativa « Edoardo Sansone » con sede in Napoli

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 5 febbraio 1952, la Società cooperativa « Edoardo Sansone », con sede in Napoli, costituita con atto 23 maggio 1944 del notaio Giuseppe Parolisi, è stata sciolta ai sensi dell'articolo 2544 del Codice civile.

(669)

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa di consumo « Del Popolo », con sede in Pienza.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 5 febbraio 1952, i poteri conferiti al dott. Aleardo Re, commissario della Società cooperativa di consumo « Del Popolo », con sede in Pienza, sono stati prorogati fino al 31 marzo 1952.

(677)

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa fra ex-reduci e combattenti, con sede in San Marco in Lamis.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 5 febbraio 1952, i poteri conferiti all'avv. Aurelio Andretta, commissario della Società cooperativa fra ex reduci e combattenti, con sede in San Marco in Lamis, sono stati prorogati fino al 30 giugno 1952.

(678)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del progetto di varianti al piano parziale di ricostruzione di Milano, relativo alla zona compresa tra via Torino, via San Sisto, piazza Mentana, via Bagnera e piazza San Giorgio.

Con decreto Ministeriale 1° febbraio 1952, n. 3258, è stato approvato, previa decisione sulle opposizioni presentate e con la modifica e le prescrizioni di cui alle premesse del decreto medesimo, il progetto di varianti al piano parziale di ricostruzione di Milano, relativo alla zona compresa tra via Torino, via San Sisto, piazza Mentana, via Bagnera e piazza San Giorgio, vistato in una planimetria in scala 1:500, e sono state rese esecutorie le annesse norme edilizie integrative.

Per l'esecuzione del progetto suddetto resta fermo lo stesso termine stabilito per l'attuazione del piano parziale originario, prorogato con decreto Ministeriale 21 ottobre 1950.

(695)

Approvazione del progetto di variante al piano parziale di ricostruzione di Milano, relativo alla zona compresa tra le vie Sant'Orsola, San Maurilio, Santa Marta e piazza Mentana.

Con decreto Ministeriale 30 gennaio 1952, n. 3257, è stato approvato, previa decisione sulle opposizioni presentate, il progetto di variante al piano parziale di ricostruzione di Milano, relativo alla zona compresa tra le vie Sant'Orsola, San Maurilio, Santa Marta e piazza Mentana, firmato in una planimetria in scala 1:500 e una in scala 1:1000 e sono state rese esecutorie le annesse norme edilizie integrative.

Per l'esecuzione di detto progetto resta fermo il termine fissato per l'attuazione del piano parziale originario, prorogato con decreto Ministeriale 21 ottobre 1950.

(696)

Passaggio dal Demanio pubblico ai beni patrimoniali dello Stato di un relitto d'alveo del torrente Amusa, sito in comune di Caulonia (Reggio Calabria).

Con decreto interministeriale 2 novembre 1951, n. 2403/1, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico ai beni patrimoniali dello Stato di un relitto di alveo del torrente Amusa, in agro del comune di Caulonia, limitato a nord con la scarpata ferroviaria, a ponente con l'alveo del detto torrente, a sud con la spiaggia del mare ed a levante con la proprietà Cirillo Maria Teresa e Angelo e di Simone Giuseppe e Francesco nonchè con la zona di proprietà Minici Francesco, della superficie di mq. 14750 ed indicato nell'estratto catastale in data 22 settembre 1948 in scala 1:2000 dell'Ufficio tecnico erariale di Reggio Calabria, che fa parte integrante del decreto stesso.

(626)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 38

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 14 febbraio 1952

	Dollaro		Dollaro
Borsa di Bologna	624,92	Borsa di Palermo	—
» Firenze	624,88	» Roma	624,91
» Genova	624,93	» Torino	624,91
» Milano	624,93	» Trieste	624,93
» Napoli	624,90	» Venezia	624,91

Media dei titoli del 14 febbraio 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,65
Id. 3,50 % 1902	64,30
Id. 3 % lordo	66,10
Id. 5 % 1935	94,175
Redimibile 3,50 % 1934	72,25
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	70 —
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	69,60
Id. 5 % (Ricostruzione)	91,20
Id. 5 % 1936	90,70
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1959)	96,60
Id. 5 % 1960	96,625

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 14 febbraio 1952:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,92
1 dollaro canadese	» 623,75

Cambi di compensazione vigenti

(Valevole ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(3a *pubblicazione*). Elenco n. 26

Si notifica che è stato denunciato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 212 — Data: 8 agosto 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Vicenza — Intestazione: Frison Leonildo fu Luigi — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 579 — Data: 15 marzo 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di L'Aquila — Intestazione: Vitillo Romolo di Fioravante — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 1000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5688 — Data: 29 luglio 1942 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Mannino Francesco fu Pasquale — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 11.800.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5428 — Data: 10 dicembre 1951 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Crisafulli Giovanni di Carmelo — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 1200.

Numero ordinale portato della ricevuta: 4737 — Data: 1° febbraio 1941 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Motta Giovannina fu Salvatore — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 836 — Data: 19 maggio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Palermo — Intestazione: Liberti Giuseppe di Vincenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 3,50 % (1934) — Capitale L. 1200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 604 — Data: 24 febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Cuneo — Intestazione: Brandi Giovanni Luigi Lorenzo di Domenico — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906) — Rendita L. 140.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 105 — Data: 5 gennaio 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Macerata — Intestazione: Morresi Nazzareno fu Lorenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 2000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5707 — Data: 21 agosto 1942 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Timpanaro Nicola fu Pietro — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 1700.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5922 — Data: 30 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Catania — Intestazione: Duro Ottavio di Francesco — Titoli del Debito pubblico: Quietanze esattoriali — Capitale L. 2500.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 15 gennaio 1952

(351) *Il direttore generale*: De Liguoro

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 8.

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
B. T. N. 5% (1950)	830	250 —	Brioschi *Angelo* fu Antonio, minore sotto la patria potestà della madre Colzani Genoveffa	Brioschi *Angela* fu Antonio, ecc., come contro.
B. T. N. 5% (1960)	325	3.500 —	*Silvioli Roberto di Nazzareno*, minore sotto la patria potestà del *padre*, dom. a Roma. con usufrutto a favore di Sestili Luigia fu Agostino in Silvioli.	*Sestili-Silvioli Roberto di Cesarina*, minore sotto la patria potestà del *padre adottivo Silvioli Nazzareno*, dom. a Roma, con usufrutto come contro.
Cons. 3,50% (1906)	872941	472,50	*Silvioli Roberto di Nazzareno*, minore sotto la patria potestà del *padre*, dom. a Roma.	*Sestili-Silvioli Roberto di Cesarina*, minore sotto la patria potestà del *padre adottivo Silvioli Nazzareno*, dom. a Roma.
Rend. 5% (1935)	210561	150 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	180141	100 —	*Sestili Roberto fu Giuseppe*, minore sotto la patria potestà della *madre Sestili Cesarina di Tito*, dom. a Roma, con usufrutto a favore di Sestili Luigia fu Agostino in Silvioli.	Come sopra, con usufrutto come contro.
P. R. 3,50% (1934)	240049	794,50	Bosso Caterina fu Antonio, moglie di Raso Eusebio, dom. a Vercelli, con usufrutto vitalizio a *Villarboit* Matilde fu Carlo ved. di Bosso Antonio, dom. a Vercelli.	Bosso Caterina fu Antonio, ecc., come contro, con usufrutto vitalizio a *Villarboito* Matilde, ecc., come contro.
Id.	240047	798 —	Bosso Alessandro fu Antonio, dom. a Vercelli, con usufrutto a *Villarboit* Matilde fu Carlo ved. di Bosso Antonio, dom. a Vercelli.	Come contro, con usufrutto a *Villarboito* Matilde fu Carlo, ecc., come contro.
Id.	240048	798 —	Bosso Giovanni fu Antonio, dom. a Vercelli, con usufrutto come sopra.	Bosso Giovanni fu Antonio, dom. a Vercelli, con usufrutto come sopra.
Id.	240050	525 —	Bosso Maria fu Antonio, moglie di Bassano Paolo, dom. a Vercelli, con usufrutto come sopra.	Come contro, con usufrutto come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non sianc state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 8 dicembre 1951 *Il direttore generale*: De Liguoro

(225)

DIREZIONE GENERALE DEGLI ISTITUTI DI PREVIDENZA

Situazione al 31 dicembre 1950 del Monte pensioni per gli insegnanti elementari

ATTIVO

Voce		Importo
1. Numerario in cassa	L.	2.009.431
2. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	1.662.207.347
3. Credito in conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	49.336.998
4. Titoli di Stato, consistenza	»	1.392.270.839
5. Titoli garantiti dallo Stato, consistenza	»	2.269.170.980
6. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti al Monte dalla Cassa depositi e prestiti	»	37.241.239
7. Conto corrente della Cassa depositi e prestiti per mutui alle Cooperative edilizie (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 febbraio 1927, n. 201	»	—
8. Credito in conto corrente con la Cassa depositi e prestiti per mutui diretti ad enti (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	624.447.355
9. Conto corrente per mutuo all'I. N. C. I. S. ai sensi del R. decreto 3 agosto 1928, n. 2000	»	1.538.962
10. Credito verso Enti per contributi da riscuotere	»	3.598.433.794
11. Crediti per interessi da riscuotere: sui titoli di Stato	»	26.178.658
sui titoli garantiti dallo Stato	»	48.445.168
sui prestiti ceduti al Monte dalla Cassa depositi e prestiti	»	1.459.793
sul conto corrente per mutui alle Cooperative edilizie ai sensi del Regio decreto-legge 13 febbraio 1927, n. 201	»	—
sui prestiti concessi agli enti vari R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	30.928.001
sul mutuo concesso all'I. N. C. I. S. ai sensi del R. decreto-legge 3 agosto 1928, n. 2000	»	—
12. Mobili	»	1
13. Credito verso terzi per ordini di riscossione rimasti da introitare	»	5.850.648
14. Credito verso il Ministero della Pubblica Istruzione per pensioni inerenti al cessato regime austro-ungarico e relativi interessi e quote spese	»	36.844.654
15. Credito verso lo Stato per quote a suo carico sulle pensioni e indennità conferite dal Monte	»	131.100.224
16. Credito verso il Tesoro per carovivori anticipato per suo conto ai pensionati	»	326.795.700
17. Credito verso il Tesoro per indennità caropane pagato per suo conto	»	7.550.400
18. Credito verso Enti per quote di pensioni e caroviveri	»	2.404.293
19. Credito verso altri Istituti di previdenza	»	220.911.065
	L.	10.475.215.650

PASSIVO

Voce		Importo
1. Debito verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale, da rimborsare	L.	36.300.417
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	4.327.320
3. Debito verso terzi per versamenti volontari e relativi interessi	»	8.466.741
4. Debito verso pensionati per assegni vitalizi netti rimasti da pagare	»	213.107.483
5. Spese d'amministrazione rimaste da pagare	»	33.937.079
6. Debito verso l'Erario per imposte di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	300.757
7. Debito verso lo Stato per quote di pensioni e indennità conferite per conto del Monte	»	127.702.226
8. Debito verso Sezioni di tesoreria per somme versate in più in confronto di quelle riscosse	»	—
9. Debito verso l'Istituto nazionale degli orfani dei maestri elementari per interessi sui contributi indebitamente riscossi dal Monte	»	—
10. Creditori diversi	»	6.297.235
11. Patrimonio netto	»	10.044.776.392
	L.	10.475.215.650

Situazione al 31 dicembre 1950 dell'Ex Istituto nazionale per gli orfani degli insegnanti elementari

(*Fusosi in forza del D. L. C. P. S. del 21 ottobre 1947 con l'Istituto Nazionale Assistenza Magistrale*)

ATTIVO

Voce		Importo
1. Numerario in cassa	L.	161.383
2. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	5.520.018
3. Credito in conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	56.613.420
4. Titoli di Stato, consistenza	»	384.796
5. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti dalla Cassa depositi e prestiti	»	84.515
6. Credito per interessi da riscuotere sui titoli di Stato	»	6.974
7. Mobili	»	1
8. Credito verso terzi per ordini di riscossione da introitare	»	—
9. Immobili urbani costruiti in Fano e relativo arredamento	»	20.462.876
	L.	83.223.983

PASSIVO

1. Debito verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale da rimborsare	L.	53.452.800
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	233.031
3. Debito verso l'Erario per imposta di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	124.468
4. Mutuo concesso dalla Cassa depositi e prestiti all'Istituto nazionale per gli orfani degli insegnanti con vincolo di usufrutto	»	29.480
5. Patrimonio netto	»	29.383.604
	L.	83.223.983

Situazione al 31 dicembre 1950 della Cassa di previdenza per le pensioni ai sanitari

ATTIVO

1. Numerario in cassa	L.	304.499
2. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	—
3. Credito in conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	869.406.961
4. Titoli di Stato, consistenza	»	279.656.192
5. Titoli garantiti dallo Stato, consistenza	»	18.331.250
6. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti alla Cassa di previdenza sanitari dalla Cassa depositi e prestiti	»	15.462.267
7. Credito in conto corrente con la Cassa depositi e prestiti per mutui ad Enti (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	124.236.842
8. Crediti verso Enti per contributi e quote a carico da riscuotere { 459.563.252 / 28.762.428 }	»	488.325.680
9. Crediti per interessi da riscuotere: sui titoli di Stato	»	5.562.595
sui titoli garantiti dallo Stato	»	390.601
sui prestiti ceduti all'Istituto dalla Cassa depositi e prestiti	»	655.554
sul conto corrente mutui ad Enti	»	5.970.154
10. Mobili	»	1
11. Credito verso il Tesoro per contributo dello Stato da riscuotere (Decreto Legislativo 3-9-1946, n. 143) — 2° semestre 1950	»	80.000.000
12. Credito verso terzi per ordini di riscossione da introitare	»	195.925.367
13. Credito verso il Tesoro per indennità caropane pagato per suo conto	»	12.932.400
14. Credito verso lo Stato per reintegro disavanzi anni precedenti	»	267.951.824
	L.	2.365.112.187

PASSIVO

1. Debito verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale, da rimborsare	L.	910.721.052
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	1.842.560
3. Debito verso terzi per versamenti volontari e relativi interessi	»	1.045.886
4. Debito verso pensionati per assegni vitalizi netti rimasti da pagare	»	281.646.434
5. Spese d'amministrazione rimaste da pagare	»	17.125.833
6. Debito verso l'Erario per imposte di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	9.496.443
7. Debito verso Sezioni di tesoreria per somme versate in più in confronto di quelle riscosse	»	564.210
8. Debito verso altri istituti per contributi erroneamente riscossi nell'anno e di loro competenza	»	1.022.292
9. Debito verso il Monte pensioni insegnanti elementari, la Cassa salariati e la Cassa impiegati E. L.	»	69.951.058
10. Patrimonio netto	»	1.071.696.417
	L.	2.365.112.189

Situazione al 31 dicembre 1950 della Cassa di previdenza del personale tecnico aggiunto del catasto e dei servizi tecnici di finanza (stralcio)

ATTIVO

1. Numerario in cassa	L.	259.199
2. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	7.718.330
3. Credito in conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	1.677.402
4. Titoli di Stato, consistenza	»	9.533.152
5. Titoli garantiti dallo Stato, consistenza	»	231.400
6. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti alla Cassa di previdenza personale catastale dalla Cassa depositi e prestiti	»	415.193
7. Credito in conto corrente con la Cassa depositi e prestiti per mutui diretti ad Enti (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	256.537
8. Crediti per interessi da riscuotere: sui titoli di Stato	»	245.242
sui titoli garantiti dallo Stato	»	4.417
sui prestiti ceduti all'Istituto dalla Cassa depositi e prestiti	»	11.815
sui mutui ceduti dalla Cassa depositi e prestiti	»	16.556
9. Mobili	»	1
10. Crediti verso terzi per ordini di riscossione da introitare	»	—
	L.	20.369.244

PASSIVO

Voce		Importo
1. Debiti verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale da rimborsare	L.	537.427
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	106.109
3. Spese d'amministrazione rimaste da pagare	»	122.256
4. Debito verso l'Erario per imposte di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	317
5. Debito per ritenute e garanzie di lavori	»	114.672
6. Patrimonio netto	»	19.488.463
	L.	20.369.244

Situazione al 31 dicembre 1950 della Cassa di previdenza per le pensioni agli impiegati degli enti locali

ATTIVO

Voce		Importo
1. Numerario in cassa	L.	2.063.515
2. Immobili	»	683.127.600
3. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	6.080.657.322
4. Conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	1.839.616.046
5. Titoli di Stato, consistenza	»	1.098.458.412
6. Titoli garantiti dallo Stato, consistenza	»	3.749.924.800
7. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti alla Cassa di previdenza impiegati Enti locali dalla Cassa depositi e prestiti	»	15.709.079
8. Credito in conto corrente con la Cassa depositi e prestiti per mutui ad Enti (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	225.674.072
9. Credito verso cooperative edilizie per mutui concessi	»	261.274.467
10. Credito verso Enti per contributi da riscuotere	»	3.597.610.072
11. Credito per quote di pensione, caroviveri ed assegno supplementare a carico di Enti, da riscuotere	»	99.088.406
12. Crediti per interessi da riscuotere: su titoli di Stato	»	19.961.020
sui titoli garantiti dallo Stato	»	57.306.915
sul conto corrente per mutui diretti agli Enti (R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064)	»	10.625.168
sui prestiti ceduti all'Istituto dalla Cassa depositi e prestiti (Delegazioni)	»	654.080
sui mutui alle Cooperative edilizie	»	11.478.266
13. Credito per fitti da riscuotere	»	8.652.212
14. Mobili	»	1
15. Credito verso il Tesoro per contributo dello Stato da riscuotere (decreto legislativo 3-9-1946, n. 143) — 2° semestre 1950	»	210.000.000
16. Crediti verso terzi per ordini di riscossione da introitare	»	1.718.815.808
17. Credito verso il Tesoro per indennità caropane pagato per suo conto	»	34.663.200
18. Credito verso altri istituti di previdenza	»	3.268.031
19. Crediti diversi	»	—
	L.	19.728.628.492

PASSIVO

Voce		Importo
1. Debito verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale, da rimborsare	L.	1.871.657.263
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	36.927.078
3. Debito verso pensionati per versamenti volontari e relativi interessi	»	5.426.487
4. Debito verso terzi per assegni vitalizi netti rimasti da pagare	»	582.139.273
5. Spese d'amministrazione rimaste da pagare	»	58.400.216
6. Debito verso l'Erario per imposte di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	3.534.196
7. Debito verso lo Stato per quote di pensioni e indennità conferite per conto dell'Istituto	»	20.190.866
8. Debiti diversi	»	3.932.787
9. Patrimonio netto	»	17.146.420.326
	L.	19.728.628.492

Situazione al 31 dicembre 1950 della Cassa di previdenza per le pensioni ai salariati degli enti locali

ATTIVO

Voce		Importo
1. Numerario in cassa	L.	2.898.336
2. Immobili	»	844.490.800
3. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	7.861.902.116
4. Credito in conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	2.291.166.799
5. Titoli di Stato, consistenza	»	1.107.683.607
6. Titoli garantiti dallo Stato, consistenza	»	3.696.450.475
7. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti alla Cassa di previdenza salariati enti locali dalla Cassa depositi e prestiti	»	11.389.025
8. Credito in conto corrente con la Cassa depositi e prestiti per mutui diretti ad Enti (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	213.170.769
9. Credito verso cooperative edilizie per mutui concessi	»	96.914.000
10. Credito verso l'E. N. I. C. per capitale dato in prestito	»	251.060.036
11. Credito verso Enti per contributi da riscuotere	»	4.764.777.869

12. Credito per quote di pensione, caroviveri ed assegno supplementare a carico di Enti, da riscuotere	L.	344.408.335
13. Crediti per interessi da riscuotere — sui titoli di Stato	»	18.815.452
— sui titoli garantiti dallo Stato	»	57.882.989
— sul conto corrente per mutui diretti agli Enti	»	10.162.071
— sui prestiti a Cooperative edilizie	»	2.647.952
— sui prestiti ceduti all'Istituto dalla Cassa depositi e prestiti	»	489.818
14. Credito per fitti da riscuotere	»	1.580.820
15. Mobili	»	1
16. Credito verso il Tesoro per contributo dello Stato da riscuotere (Decreto Legislativo 3-9-1946, n. 143) — 2° semestre 1950	»	177.500.000
17. Credito verso terzi per ordini di riscossione da introitare	»	2.270.012.646
18. Credito verso il Tesoro per indennità caropane pagato per suo conto	»	49.046.400
19. Credito verso l'Opera di previdenza	»	—
20. Credito verso la Cassa sanitari	»	27.815.678
21. Credito verso Istituti di Previdenza per spese d'Amministrazione	»	106.463.972
22. Crediti diversi	»	—
	L.	24.208.729.966

PASSIVO

1. Debito verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale, da rimborsare	L.	2.311.473.065
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	94.821.565
3. Debito verso terzi per versamenti volontari e relativi interessi	»	3.038.198
4. Debito verso pensionati per assegni vitalizi netti rimasti da pagare	»	1.441.732.863
5. Spese d'amministrazione rimaste da pagare	»	5.219.597
6. Debito verso l'Erario per imposte di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	2.975.849
7. Creditori diversi	»	8.688.983
8. Patrimonio netto	»	20.340.779.846
	L.	24.208.729.966

Situazione al 31 dicembre 1950 della Cassa di previdenza per le pensioni agli ufficiali giudiziari

ATTIVO

1. Numerario in cassa	L.	1.155.458
2. Credito in conto corrente fruttifero col Tesoro dello Stato	»	—
3. Credito in conto corrente infruttifero col Tesoro dello Stato	»	77.592.019
4. Titoli di Stato, consistenza	»	30.143.734
5. Titoli garantiti dallo Stato, consistenza	»	494.800
6. Capitale vigente dei prestiti a provincie e a comuni ceduti alla Cassa previdenza ufficiali giudiziari dalla Cassa depositi e prestiti	»	1.167.112
7. Credito in conto corrente con la Cassa depositi e prestiti per mutui diretti ad Enti (capitale) ai sensi del R. decreto-legge 13 giugno 1926, n. 1064	»	11.609.889
8. Crediti verso Enti per contributi da riscuotere	»	5.715.110
9. Credito verso il Ministero di Grazia e Giustizia ai sensi della legge 22 dicembre 1949, n. 2932 e quota integrativa campagna di guerra	»	158.246.786
10. Crediti per interessi da riscuotere — sui titoli di Stato	»	766.805
— sui titoli garantiti dallo Stato	»	9.350
— sui prestiti ceduti all'Istituto dalla Cassa depositi e prestiti	»	46.855
— sul conto corrente per mutui diretti agli Enti	»	540.022
11. Mobili	»	1
12. Credito verso il Tesoro per contributo dello Stato da riscuotere (Decreto Legislativo 3-9-1946, n. 143) — 2° semestre 1950	»	7.500.000
13. Crediti verso terzi per ordini di riscossione da introitare	»	6.466.196
14. Credito verso il Tesoro per indennità caropane pagato per suo conto	»	2.308.800
15. Credito verso il Tesoro per reintegro disavanzo anni precedenti	»	43.557.176
	L.	347.320.113

PASSIVO

1. Debito verso il Tesoro dello Stato per pagamenti effettuati dalle Sezioni di tesoreria provinciale, da rimborsare	L.	88.775.533
2. Debito verso terzi per mandati di pagamento rimasti inestinti	»	1.588.162
3. Debito verso terzi per versamenti volontari e relativi interessi	»	317.707
4. Debito verso pensionati per assegni vitalizi netti rimasti da pagare	»	27.154.588
5. Spese d'amministrazione rimaste da pagare	»	1.930.352
6. Debito verso l'Erario per imposte di ricchezza mobile, complementare e bollo	»	259.838
7. Capitali riservati (art. 14 regolamento 12 luglio 1934, n. 2312)	»	36.317
8. Debiti verso il Monte pensioni insegnanti elementari	»	182.043.716
9. Patrimonio netto	»	45.213.850
	L.	347.320.113

Il direttore capo della ragioneria: F. MAUGINI *Il direttore generale reggente:* G. BALDUCCI

(236)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Diario delle prove scritte del concorso per esami a quarantuno posti di medico provinciale aggiunto di 2ª classe in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il proprio decreto in data 27 gennaio 1951, registrato dalla Corte dei conti addì 8 marzo 1951 (registro n. 46 Presidenza, foglio n. 121), con il quale venne bandito il concorso per esami a quarantuno posti di medico provinciale aggiunto di 2ª classe in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica;

Decreta:

Le tre prove scritte del concorso indicato in narrativa avranno luogo in Roma, nella sede del Palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4, nei giorni 13, 14 e 15 marzo 1952, alle ore 8.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 gennaio 1952

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
MIGLIORI

(658)

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Avellino al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 18 dicembre 1951, n. 20408.2-12886, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Avellino al 30 novembre 1950:

Ritenuta la necessità di sostituire il veterinario provinciale dott. Nazzareno Menichetti, impedito per motivi di servizio, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del dott. Nazzareno Menichetti è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Avellino il veterinario provinciale dott. Giordano Taddei.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 7 febbraio 1952

p. *L'Alto Commissario*: BIANCOROSSO

(715)

Sostituzione di un membro della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Ravenna.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto n. 58644/20400.12.64 in data 11 febbraio 1949, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Ravenna;

Visto il successivo decreto n. 60614/20400.12.64 in data 26 maggio 1950, relativo alla sostituzione di un membro della Commissione predetta;

Vista la nota n. 17251 in data 6 dicembre 1951, con cui il Prefetto di Ravenna nel segnalare che il dott. Pirro Zanotti è stato collocato a riposo, ne propone la sostituzione con il prof. Carlo Sarti;

Decreta:

Il prof. Carlo Sarti è nominato membro della Commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto medico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Ravenna, in sostituzione dell dott. Pirro Zanotti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura di Ravenna.

Roma, addì 17 dicembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(713)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Treviso.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto n. 60497/20400.12.83, in data 18 giugno 1951, con cui venne nominata la Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Treviso;

Visto il successivo decreto n. 60907/20400.12.83 in data 21 settembre 1951, con cui venne provveduto alla sostituzione del segretario della Commissione suddetta;

Vista la nota n. 27818 in data 21 novembre 1951, con la quale il Prefetto di Treviso, nel segnalare il trasferimento ad altra sede del dott. Francesco De Lorenzo, presidente della citata Commissione, ne propone la sostituzione con il vice prefetto ispettore Arturo Pussini;

Decreta:

Il vice prefetto ispettore Arturo Pussini è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Treviso in sostituzione del dott. Francesco De Lorenzo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura di Treviso.

Roma, addì 6 dicembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(716)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.